

***CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE  
DU FINISTERE***

---



***RAPPORT DE GESTION***

***EXERCICE 2008***

---

# **SOMMAIRE**

- 1 \* ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER**
  
- 2 \* L'ANNEE 2008 DE LA CAISSE REGIONALE DU FINISTERE**
  - a / FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE**
  - b / ACTIVITE**
  
- 3 \* LES COMPTES SOCIAUX**
  - a / PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**
  - b / LE BILAN**
  - c / LE COMPTE DE RESULTAT**
  - d / LES RATIOS DE GESTION**
  - e/ LES PERSPECTIVES**
  
- 4 \* LES COMPTES CONSOLIDES AUX NORMES IFRS**
  - a/ LE BILAN**
  - b / LE COMPTE DE RESULTAT**
  
- 5 \* LA GESTION DES RISQUES**
  - a/ LE CONTROLE INTERNE**
  - b / LE S FACTEURS DE RISQUES NORME IFRS 7**
    - I - LE RISQUE CREDIT**
    - II - LE RISQUE DE MARCHE**
    - III - LE RISQUE DE TAUX D'INTERET GLOBAL**
    - IV - LE RISQUE DE LIQUIDITE ET DE FINANCEMENT**
    - V - LES RISQUES OPERATIONNELS**
    - VI - LES RISQUES DE NON CONFORMITE**

## **1 \* ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER**

### **EN FRANCE**

Malgré un secteur bancaire moins touché et une correction immobilière moins marquée que les Etats-Unis, la Grande Bretagne ou l'Espagne, la France n'échappe pas à la récession. Perte de confiance, relatif resserrement des conditions de crédit, influence du ralentissement mondial, autant de facteurs qui ont affecté l'économie française en 2008 et qui continueront à peser en 2009. Le consensus table sur une croissance négative. Cependant le caractère interdépendant des économies mondiales et l'impact macroéconomique modeste du plan de relance français rendent toute prévision incertaine.

### **LES MARCHES FINANCIERS**

Volatilité record, plongeon des marchés actions, élargissement des primes de risque sur le marché de la dette, les marchés financiers ont connu une année noire en 2008. Crise de confiance et de liquidité, l'aversion au risque a atteint des niveaux extrêmes. Deux éléments principaux à cette défiance : le doute dans les acteurs de la finance, exacerbé par la faillite de *Lehman Brothers* en septembre et le spectre de la récession économique. L'année 2009 sera encore marquée par la volatilité des marchés. La fragilisation des acteurs de la finance entraîne leur désendettement et un désengagement des actifs risqués et l'ampleur de la crise économique pèsera fortement.

### **LE SECTEUR BANCAIRE**

La spirale, crise de confiance, baisse des marchés, baisse de la valorisation des actifs, dépréciations, chute de résultat et donc incidence sur les solvabilités aura fragilisé fortement le secteur bancaire. Les banques françaises semblent moins affectées de part des modèles diversifiés et de taille conséquente. Cependant, la défiance exacerbée après la chute de *Lehman Brothers* aura nécessité des plans de soutiens publics conséquents afin de rétablir une meilleure liquidité sur le marché interbancaire et d'améliorer la solvabilité des établissements. Les banques de détail connaissent des reculs de leur activité, notamment crédit et une contraction toujours marquée de leur marge d'intermédiation. L'activité banque d'investissement et de financement, en pleine restructuration montre des résultats au mieux positifs mais loin des chiffres de 2006-2007 dans un contexte de marché particulièrement destructeur de valeur. Le paysage bancaire va changer et va continuer à le faire sur 2009, réorientations stratégiques, alliances... La crise va précipiter son évolution.

## **2 \* L'ANNEE 2008 DE LA CAISSE REGIONALE DU FINISTERE**

### **a / FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE**

La Caisse Régionale du Finistère a procédé à une deuxième émission de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA) en juin 2008. Au total 308 494 titres d'un nominal de 10 euros ont été émis au prix unitaire de 78,39 euros portant sur un montant global de 24 182 844,66 euros (dont 21 097 904,66 euros de prime d'émission et 3 084 940 euros de nominal).

## b / ACTIVITE

L'activité globale, se traduit par :

- \* un encours de collecte de **10,376 Milliards** (-1,4 %) dont la collecte bilan atteint 6,112 Milliards (+ 1,6 %).
- \* un encours de crédits en principal de **7,604 Milliards** (+ 2,8 %).
- \* et la poursuite de la dégradation du ratio ressources emplois à **80,4 %** (-0,9 point).

---

### LA COLLECTE CREDIT AGRICOLE

---

La collecte dite « bilancielle », c'est à dire celle qui est réalisée pour le refinancement du Groupe Crédit Agricole (Caisse Régionale comprise), atteint **6,112 Milliards d'euros** au 31 Décembre 2008 en augmentation de **1,6 %**. La seule collecte des produits d'épargne Crédit Agricole progresse de **1,2 %** soit 49 Millions d'euros en tenant compte de la capitalisation des intérêts de **120 Millions d'euros**. Cette collecte bilancielle représente **59 %** du total des ressources gérées, (+2 points sur l'année précédente). Par rapport à fin décembre 2007, la collecte nette du bilan qui atteint 98 Millions est freinée par la décollecte PEL (-89 M€), suite à la réforme du régime fiscal de ce produit en 2006, ainsi que celle des Peps (-13 Millions).

Les produits à taux administrés subissent des évolutions contrastées. Le secteur des **Livrets** parvient à afficher un taux de progression d'ensemble de **10 %** grâce au **LIVRET DEVELOPPEMENT DURABLE** (+ 52 M€ d'encours) et **LEP** (+18 M€) tandis que le **CSL** affiche une forte progression de 72 M€ après la préservation commerciale du nouveau Livret A (90 M€ d'encours). La gamme de l'**Epargne-Logement** (PEL+CEL) se réduit globalement de **3 %** compte tenu de la réforme du régime fiscal des PEL et malgré la progression des CEL de 6 %. L'ensemble des produits **Varius, PEP'S et Orchestral**, ainsi que les **Bons d'épargne**, diminuent de **2,9 %** : la collecte brute ne couvrant plus les produits arrivés à échéance. L'encours de **Capital Vert Croissance et GRANDITO** stagne à 25 Millions d'euros. L'encours des **Emprunts et TSR CASA**, atteint **369 Millions d'euros** (-3 %).

Les **Dépôts à vue** ont chuté de 34 M€ en position fin de mois pour atteindre **1,064 Milliard d'euros** tandis que le **DAV moyen journalier** (plus représentatif) s'effrite de **0,1 %**, pour se situer à **1,037 Milliard**. Les **dépôts à terme et bons de caisse** émis en clientèle, totalisent **586 Millions**, suivent les mouvements de taux courts et apparaissent en hausse importante de **154 Millions** (dont la mise en marché de « Startigenn » pour 99 M€) par rapport à l'année passée sur un encours déjà élevé fin 2007. Les **certificats de dépôts négociables** principalement de la clientèle Entreprises, se réduisent de **65 Millions d'euros** pour situer l'encours à **211 Millions**.

La Caisse Régionale du Finistère gère fin décembre **32,4 %** du total des encours de collecte centralisés par la Banque de France.

---

### LA COLLECTE HORS BILAN (SICAV - FCP - ASSURANCES et DIVERS)

---

FORTEMENT PENALISEE PAR LE CONTEXTE DEGRADE DES MARCHES FINANCIERS

Cette épargne diminue de **5,4 %** en 2008. Elle intègre une baisse sensible de près de 43 % sur 12 mois des indices boursiers, notamment du **CAC 40**, qui impacte directement le niveau des encours OPCVM actions et Assurances en unités de compte. L'impact théorique de l'évolution du CAC peut être estimé à plus de 300 Millions sur un an compte tenu de l'assiette encours. La capitalisation des intérêts des produits d'assurances est estimée à 66 M€.

L'encours des **Emprunts de 4 Millions d'euros** continue de se réduire de manière significative (- 47,6 % après -36,6 % en 2007).

Les **OPCVM** placés par le réseau, ont fortement chuté de 193 M€ (-24,4%) situant l'encours à **599 Millions d'euros**. Sur un mois, l'encours s'est réduit de 53 Millions d'euros compte tenu des arbitrages réalisés par les clients Entreprises en fin d'année.

L'activité en **assurance-vie** s'est fortement tassée par rapport aux dernières années : l'encours de **3,541 Milliards** représente 34 % du total de l'épargne gérée par notre Caisse Régionale. Il apparaît en baisse de **1,3 %** représentant **46 Millions d'euros**.

---

## LES CREDITS A LA CLIENTELE

---

UNE PRODUCTION GLOBALE EN NET REPLI PRATIQUEMENT DANS TOUS LES DOMAINES D'INTERVENTION (SAUF DANS L'AGRICULTURE ET MAINTIEN SUR LE MARCHÉ DES ENTREPRISES)

A la fin de l'année 2008, le Crédit Agricole du Finistère a réalisé **1,447 Milliard d'euros de crédits à long et moyen terme** soit 235 Millions de moins que l'année précédente.

Par grands secteurs d'activités, la répartition des réalisations est la suivante :

- Sur le **secteur agricole**, les prêts nouveaux à moyen et long terme ont atteint **205 Millions d'euros** en progression de **14,5 %** (seul secteur en progression sur l'année) : ce secteur représente 14 % de l'ensemble des réalisations.
- Le volume des financements nouveaux à moyen et long terme octroyé aux **Professionnels** (artisans commerçants professions libérales) a globalement diminué de **13,3 %** pour totaliser **169 Millions** soit 12 % du total réalisé.
- Le financement des **Entreprises** atteint **165 Millions d'euros** comme en 2007 . Ces financements représentent 11 % de la production globale de la Caisse Régionale.
- Le secteur couvert par l'agence **Collectivités Publiques Promotion Immobilière**, réalise une production totale de **124 Millions** en baisse de **20,5 %**. La production de ce secteur correspond à 8,6 % du total.
- Les **Particuliers** ont été financés à hauteur de **784 Millions d'euros**, en diminution de **21 %**.

Les **crédits à l'habitat** sont en baisse de **22 %** sur 2007 situant la production à **660 Millions** (45,6 % de la production).

Les **crédits à la consommation** totalisent **124 Millions d'euros** en baisse de **15 %** dont 76 Millions sont adossés à des supports spécifiques (carte Open et autres). Le niveau de production est de 8,6 % de l'ensemble des crédits réalisés.

Fin décembre 2008, les volumes de crédits gérés par la Caisse Régionale du Finistère s'élèvent en principal à **7,604 Milliards d'euros**. Leur progression, en rythme annuel, qui était de 9,4 % en 2007, atteint **2,8 %** seulement, en raison de la chute des encours de crédits de trésorerie en fin d'année (-69 M€ entre novembre et décembre). Les **crédits habitat** de **3,795 Milliards** affichent un taux de progression, qui s'est fortement tassé en 2008, de **4,9 %** au lieu de 11,7 % en 2007. L'encours des crédits **Equipement** s'élève à **2,898 Milliards** d'euros en progression de **2,5 %** (3,8 % en 2007). L'encours des **crédits de trésorerie** de **841 Millions**, diminue de **7,8 %** au lieu de 16,7 % en 2007 (ponctuellement en fin d'année sur Ouvertures de crédits du secteur des Entreprises).

La structure de l'encours des prêts est la suivante fin 2008 : les crédits habitat totalisent **50 %**, les crédits d'équipement **38 %** et la trésorerie divers **12 %**. Par marché l'encours se répartit comme suit : « Agriculture » 15 % \* « Professionnels » 15 % \* « Entreprises » 18% \* « Collectivités Publiques et Promotion Immobilière » 11 % \* « Particuliers » 41 %.

La Caisse Régionale du Finistère gère fin décembre, **38,5 %** du total des crédits centralisés par la Banque de France et maintient sa première place dans le financement de l'économie départementale. La part de marché des seuls crédits habitat, se tasse pour se situer à **35 %**.

---

## L'ACTIVITE EN NOMBRE DE PRODUITS

---

\* Au 31/12/2008 la caisse régionale gère près de **352000 Comptes DAV**, **461600 Comptes sur livrets**, **120000 Comptes Epargne Logement**, **95300 PEL**, **238 500 cartes bancaires**, et via PREDICA **161100 Contrats d'Assurance Vie**.

\* le succès de l'offre de **COMPTES SERVICE** se poursuit puisque **191000** clients sont équipés fin 2008.

\* l'ensemble de l'activité **ASSURANCES des Biens et des Personnes** transitant par PACIFICA porte sur un total de **229000 contrats** en accroissement de 11 000 par rapport à l'année précédente.

---

## LES MOYENS

---

### UN EFFORT D'INVESTISSEMENT CONTINU

#### Dans les investissements immobiliers

Les investissements réalisés par le crédit agricole du Finistère sur l'exercice 2008, s'élèvent à **16,2 Millions d'euros**

Les gros investissements concernent les investissements immobiliers et de sécurité dont les travaux du projet « OCEANES » pour 9 ,3 M€.

#### Dans le renforcement et l'adaptation de ses structures avec une gestion optimum de ses ressources humaines

Les **effectifs inscrits** s'élèvent à **1382** au 31/12/2008, en quasi stabilité compte tenu de **69 embauches** et **70 départs**.

### 3 \* LES COMPTES SOCIAUX

#### a / PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers de la Caisse régionale de Crédit Agricole du Finistère sont établis dans le respect des principes comptables applicables aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'Organe Central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Finistère publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de la Caisse régionale de Crédit Agricole du Finistère est conforme aux dispositions du règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire (CRB), modifié par le règlement 2000-03 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC), relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière (CRBF) lui-même modifié par les règlements CRC 2004-16, 2005-04, 2007-05 et 2008-02.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

- la Caisse régionale de Crédit Agricole du Finistère n'est pas concernée par l'application à compter du 1er janvier 2008 des règlements CRC 2008-01 et 2008-02 du 3 avril 2008, afférents au traitement des opérations de fiducie et aux informations.

- la Caisse régionale de Crédit Agricole du Finistère applique à compter du 1er janvier 2008 le règlement CRC 2008-07 du 3 avril 2008, afférent à la comptabilisation des frais d'acquisition de titres et modifiant le règlement CRB 90-01 modifié relatif à la comptabilisation des opérations sur titres.

L'application de ce nouveau règlement n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et la situation nette de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Finistère sur la période.

- la Caisse régionale de Crédit Agricole du Finistère n'est pas concernée par l'application à compter du 1er janvier 2008 du règlement CRC 2008-15 du 4 décembre 2008, afférent au traitement comptable des plans d'options d'achat ou de souscription d'actions et des plans d'attribution d'actions gratuites aux employés.

- la Caisse régionale de Crédit Agricole du Finistère applique au plus tôt à compter du 1er juillet 2008, et à la même date que le règlement européen CE 1004-2008, le règlement CRC 2008-17 du 10 décembre 2008, afférent aux transferts de titres hors de la catégorie "titres de transaction" et hors de la catégorie "titres de placement" et à la comptabilisation des plans d'options d'achat ou de souscription d'actions et des plans d'attribution d'actions gratuites aux employés et modifiant le règlement CRB 90-01 relatif à la comptabilisation des opérations sur titres modifié par le règlement CRB 95-04 et les règlements CRC 2000-02, 2002-01, 2005-01 et 2008-07.

En 2008, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Finistère n'a pas effectué de reclassement de titres en application du règlement CRC 2008-17 et du règlement européen CE 1004-2008.

b / LE BILAN

ACTIF

ACTIF				
(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	var %	var val
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b>	<b>32 099</b>	<b>21 486</b>	<b>49,39</b>	<b>10 613</b>
Caisse, banques centrales	27 604	16 611	66,18	10 993
Effets publics et valeurs assimilées (Note 5)	0	0		
Créances sur les établissements de crédit (Note 3)	4 495	4 875	-7,79	-380
<b>Opérations internes au Crédit Agricole (Note 3)</b>	<b>555 127</b>	<b>625 704</b>	<b>-11,28</b>	<b>-70 577</b>
<b>Opérations avec la clientèle (Note 4)</b>	<b>7 547 291</b>	<b>7 328 710</b>	<b>2,98</b>	<b>218 581</b>
<b>Opérations sur titres :</b>	<b>327 008</b>	<b>427 983</b>	<b>-23,59</b>	<b>-100 975</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe (Note 5)	149 941	172 348	-13,00	-22 407
Actions et autres titres à revenu variable (Note 5)	177 067	255 635	-30,73	-78 568
<b>Valeurs immobilisées</b>	<b>560 243</b>	<b>380 045</b>	<b>47,41</b>	<b>180 198</b>
Participations et autres titres détenus à long terme (Notes 6 et 7)	515 577	348 878	47,78	166 699
Parts dans les entreprises liées (Notes 6 et 7)	2 084	531	292,47	1 553
Immobilisations incorporelles (Note 7)	1 815	1 733	4,73	82
Immobilisations corporelles (Note 7)	40 767	28 903	41,05	11 864
<b>Capital souscrit non versé</b>				
<b>Actions propres</b>				
<b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>	<b>194 895</b>	<b>149 784</b>	<b>30,12</b>	<b>45 111</b>
Autres actifs (Note 8)	79 357	44 862	76,89	34 495
Comptes de régularisation (Note 8)	115 538	104 922	10,12	10 616
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>9 216 663</b>	<b>8 933 712</b>	<b>3,17</b>	<b>282 951</b>

L'examen des différentes rubriques d'actif fait ressortir les points suivants,

**LES CREANCES SUR LA CLIENTELE** (82 % de l'actif comme en 2007).

Le total de ce chapitre est en progression de 219 M€ soit 2,98 % et traduit la progression des encours de crédits.

Les créances commerciales sont en baisse de 2% de même que les comptes ordinaires débiteurs de la clientèle de 29,5%. L'ensemble des autres concours totalise 7,503 Milliards d'euros en progression de 3,21 %. Les créances douteuses (hors prêts subordonnés) de 233 M€ sont en baisse de 1,7 M€ , et font l'objet de provisions totalisant 156 M€.

**LES OPERATIONS SUR TITRES** (3,5 % de l'actif au lieu de 4,8 % précédemment)



En baisse de 101 M€ pour ressortir à 327 M€. Elles regroupent les Obligations à Revenu Fixe s'élevant à 150 M€ (-22 M€), et les Actions ou Autres Titres à Revenu Variable de 177 M€ (-79 M€). Ce chapitre fait l'objet d'une provision globale pour dépréciation de 14,370 M€ (dont 9,582 M€ sur obligations) contre 6,529 M€ en 2007.

**LES VALEURS IMMOBILISEES** (6,07 % de l'actif contre 4,25 % l'année précédente)

Elles s'élèvent à 560 M€ et progressent de 180 M€ soit 47,4 %

Les titres de participation et autres titres détenus à long terme constituent 92 % de ce chapitre. Ils font l'objet d'une provision pour dépréciation de 9,6 M€ au lieu de 8,7 M€ en 2007. La participation de la caisse régionale du Finistère dans la SAS rue La Boétie atteint 351 M€ contre 274 M€ en 2007 (+ 77 M€).

Les immobilisations corporelles ont augmenté en net de près de 12 M€.

**PASSIF**

<b>PASSIF</b>				
<b>(en milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2008</b>	<b>31/12/2007</b>	<b>var %</b>	<b>var val</b>
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b>	<b>8 763</b>	<b>7 824</b>	<b>12,00</b>	<b>939</b>
Banques centrales				
Dettes envers les établissements de crédit (Note 10)	8 763	7 824	12,00	939
<b>Opérations internes au Crédit Agricole (Note 10)</b>	<b>5 617 955</b>	<b>5 463 842</b>	<b>2,82</b>	<b>154 113</b>
<b>Comptes créditeurs de la clientèle (Note 11)</b>	<b>1 688 568</b>	<b>1 575 174</b>	<b>7,20</b>	<b>113 394</b>
<b>Dettes représentées par un titre (Note 12)</b>	<b>650 095</b>	<b>828 321</b>	<b>-21,52</b>	<b>-178 226</b>
<b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>	<b>212 241</b>	<b>106 031</b>	<b>100,17</b>	<b>106 210</b>
Autres passifs (Note 13)	28 622	27 199	5,23	1 423
Comptes de régularisation (Note 13)	183 619	78 832	132,92	104 787
<b>Provisions et dettes subordonnées</b>	<b>192 161</b>	<b>162 393</b>	<b>18,33</b>	<b>29 768</b>
Provisions (Notes 14, 15 et 16)	118 038	88 270	33,72	29 768
Dettes subordonnées (Note 18)	74 123	74 123	0,00	0
<b>Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) (Note 17)</b>	<b>0</b>	<b>6 280</b>	<b>-100,00</b>	<b>-6 280</b>
<b>Capitaux propres hors FRBG : (Note 19)</b>	<b>846 880</b>	<b>783 847</b>	<b>8,04</b>	<b>63 033</b>
Capital souscrit	100 074	100 074	0,00	0
Primes d'émission	142 443	121 382	17,35	21 061
Réserves	555 813	513 248	8,29	42 565
Ecart de réévaluation				
Provisions réglementées et subventions d'investissement				
Report à nouveau		811	-100,00	-811
Résultat de l'exercice	48 550	48 332	0,45	218
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>9 216 663</b>	<b>8 933 712</b>	<b>3,17</b>	<b>282 951</b>

2007) **LES OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE** (60,95 % du passif contre 61,16 % en

Elles regroupent les comptes ordinaires à Crédit Agricole SA ainsi que les comptes et avances à terme de refinancement des crédits clientèle.

Les règles de financement interne au crédit agricole ont été modifiées en 2004 par la mise en place des avances globales sur la nouvelle production de crédits en substitution des avances traditionnelles, sans changer le taux de décentralisation de l'épargne à 50 %.

Ce chapitre progresse de 2,82 % soit 154 M€.

**LES COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE** (18,3 % du passif au lieu de 17,6 % en 2007)

Ils totalisent 1689 M€ en progression de 7,2 % représentant 113 M€ et concernent principalement les comptes à vue et à terme de la clientèle.

**LES DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE** (7,05 % du passif contre 9,27 % en 2007) sont en baisse de 178 M€ dont l'origine principale concerne les créances négociables qui suivent le contexte de marché et donc les taux de rémunération.

**LE FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX** constitué pour couvrir les risques sur les prêt capés n'étant plus justifié a été repris sur l'exercice pour 6,28M€.

**LES CAPITAUX PROPRES** (9,2 % du passif contre 8,2 % en 2007). Ils s'élèvent à 847 M€ en augmentation nette de 63 M€ correspondant à l'affectation en réserves du résultat de l'année précédente (+ 43 M€) et à la variation de la prime d'émission CCA de 21 M€ provenant de la nouvelle émission faite en 2008.

**LE RESULTAT DE L'EXERCICE 2008** est de 48,550 M€ contre 48,332 M€ fin 2007 en progression de 0,218 M€ soit 0,45 %.

## c / LE COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Intérêts et produits assimilés (Notes 30 et 31)	424 309	393 583
Intérêts et charges assimilées (Note 30)	-337 246	-295 168
Revenus des titres à revenu variable (Note 31)	33 154	25 711
Commissions ( produits) (Note 32)	116 233	113 275
Commissions ( charges) (Note 32)	-18 447	-15 910
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation (Note 33)	1 385	-12 277
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés (Note 34)	-9 946	16 858
Autres produits d'exploitation bancaire (Note 35)	21 548	18 360
Autres charges d'exploitation bancaire (Note 35)	-1 248	-665
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>229 742</b>	<b>243 767</b>
Charges générales d'exploitation (Note 36)	-137 270	-138 845
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-4 389	-4 433
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>88 083</b>	<b>100 489</b>
Coût du risque (Note 37)	-33 787	-27 119
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>54 296</b>	<b>73 370</b>
Résultat net sur actifs immobilisés (Note 38)	-1 468	-3 764
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT</b>	<b>52 828</b>	<b>69 606</b>
Résultat exceptionnel (Note 39)	-54	-1 981
Impôt sur les bénéfices (Note 40)	-10 504	-19 558
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées	6 280	265
<b>RESULTAT NET</b>	<b>48 550</b>	<b>48 332</b>

### ANALYSE COMPAREE DES RESULTATS DEC. 2008 / DEC. 2007

#### EN SYNTHESE

\* Un **Produit Net Bancaire global de 230 M€** en baisse de **5,8 %** en tenant compte de la forte baisse de la marge sur portefeuille de 20,4 %.

\* Le **Produit Net Bancaire d'activité de 196 M€** est en diminution de **2,4 %** résultant de la baisse de la marge d'intermédiation globale de 8 % combinée à la progression de la marge sur commissions de 3,6%

\* Des **Charges de fonctionnement de 142 M€** en baisse de 1,1 %, faisant ressortir le coefficient d'exploitation en dégradation à 61,66 % au lieu de 58,78 % fin 2007.

\* Un **Résultat Brut d'Exploitation de 88 M€** en baisse significative de **12,3 %**

- \* Un **Coût du risque** retraité de **27,5 M€** en légère baisse et qui intègre le renforcement de 15,5 M€ des provisions de précaution pour faire face aux risques futurs dans un environnement économique fortement exposé
- \* Un **résultat net** de **48,5 M€** qui parvient à se maintenir (+0,45%), bénéficiant de la baisse de la charge fiscale

**LE PRODUIT NET BANCAIRE** 230 M€ - 14 M€ - 5,8 %

**1) Marge d'intermédiation globale** 95,4 M€ - 8,3 M€ - 8 %

décomposée en :

\* Marge sur intérêts et assimilés 75,8 M€ - 12,8 M€ - 14,5 %

Ce compartiment intègre principalement la marge d'intermédiation de l'activité crédits qui totalise pratiquement 68 M€ en baisse de 18,5%. Les marges sur la production nouvelle se restaurent progressivement mais le taux de marge sur le stock des encours de crédits poursuit sa régression : de 1.17 pt sur 12 mois 2007 à 0,89 pt sur les 12 mois 2008 soit -0.28 pt.

\* Marge sur commissions de l'épargne crédit agricole 19,5 M€ + 4,5 M€ 30,2 %.

Les commissions progressent en valeur absolue sauf les commissions PEL dont les encours sont en baisse régulière depuis le changement de fiscalité. Ce compartiment affiche un rendement moyen de 0,47 % au lieu de 0,36 % l'année précédente.

**2) Marge sur Commissions** 100,2 M€ + 3,6 M€ + 3,6 %

✕ La marge sur commissions de l'activité **crédits** diminue de **22 %** en lien avec l'activité de production

✕ La forte dégradation du contexte des marchés financiers impacte l'activité, la valorisation des encours, et donc les commissions **valeurs mobilières (-22%**, avec baisse des encours moyens de 16,4%) de même que les commissions **assurance-Vie (-12,2%** avec baisse de la collecte brute PREDICA de 37,8%)

✕ L'ensemble des commissions **Assurance Décès Invalidité** est en forte progression de plus de **22 %** soit pratiquement 3 M€ (progression des taux d'adossement notamment habitat et consommation)

Les commissions **IARD Sécuricompte** progressent de **9,5 %** et en cumul, l'ensemble des commissions **Assurances** totalise près de 44 M€ en augmentation de **4%** et représente 19 % du pnb de la caisse régionale au lieu de 17 % en 2007.

\* Les lignes de **facturation des services** augmentent de **8,4 %** et la **gestion des comptes** cumulée avec les **moyens de paiement** de **4,6 %** :

- dont les produits composites : +6,8 %
- dont facturation de dysfonctionnement des comptes : +5,3 %
- dont l'ensemble des moyens de paiement : + 4,8 %

Globalement, le **PNB d'activité** baisse de **4,5 M€ (- 2,4 %)**.

**3) Marge sur Portefeuille** 32,8 M€ -8,4 M€ -20,4 %

Les dividendes perçus sur les titres de participation et assimilés, totalisent 33,1 M€ en progression de 7,3 M€ (dont le dividende sas la Boétie de 24,9 M€ en augmentation de 1,2 M€).

## **CHARGES D'EXPLOITATION**

**Charges de personnel** 85,8 M€ -0,3 M€ + 0,4 %

Elles sont nettes des charges refacturées (1,7 M€) et intègrent la Rémunération Extra Conventionnelle provisionnée sur un pourcentage d'atteinte des objectifs à 100% et une enveloppe globale RSP+Intéressement de 6,202 M€ contre 6,913 M€ en 2007. Hors rsp/intéressement, les charges de personnel progressent de 1,3%.

L'effectif moyen équivalent temps plein rémunéré qui atteint 1398 personnes est en baisse de 49 personnes.

**Charges spécifiques du GIE « Atlantica »** 14,4 M€ - 0,5 M€ - 3,4 %

Ces charges ont été retraitées en 2007 pour une meilleure comparaison (charges brutes de 16,8 M€ corrigée de 2 M€ correspondant à un transfert de charges exceptionnelles).

**Amortissements et crédit-bail** 6,3 M€ +0.1 M€ + 1,7 %

Malgré l'importance des investissements réalisés, les charges immobilières sont restées relativement stables et profitent des décalages du temps.

**Autres charges d'exploitation**

35,2 M€ (- 1,6 M€) -4,3 %

Les principales baisses concernent les charges relatives aux services extérieurs (publicité : -21,6%, frais postaux : -3,66% et fournitures entretien : -5,99 %).

## **Charges Nettes**

141,6 M€ -1,6M€ -1,1 %

Le Coefficient d'Exploitation s'établit à 61,66 % contre 58,78 % fin 2007 (en dégradation compte tenu de l'évolution du PNB)

**COUT DU RISQUE TOTAL****33,784 M€****+6,7 M€****+24,6 %**

## Décomposition du coût du risque « en principal »

En K€	31/12/2008	31/12/2007	VARIATION
Dotations aux provisions	60 949	68 440	-7 491
Reprises/util. provisions	65 137	71 008	- 5 871
Pertes sur créances	12 090	13 743	- 1 653
<b>Total prov. actif</b>	<b>7 902</b>	<b>11 176</b>	<b>- 3 274</b>
Provisions filières sensibles	18 091	2 724	15 367
Provisions collectives	3 720	11 673	-7 953
Autres prov. passif	4 071	1 546	2
			525
<b>Total prov. passif</b>	<b>25 882</b>	<b>15 943</b>	<b>9 939</b>
<b>TOTAL</b>	<b>33 784</b>	<b>27 120</b>	<b>6 664</b>

Le coût du risque de contrepartie crédits a diminué de 3,3 M€

Les ratios sur encours et de mesure de la couverture, évoluent comme suit :

**LES CDL : encours, ratios**

Encours en M€ y compris intérêts	31/12/2007	31/12/2008
CDL	250	249
CDL / Encours	3,35 %	3,25 %
Provisions	181	171
Provisions / CDL	72,5 %	68,5 %

après passage en pertes 16 M€ sur l'exercice

21/01/2009 51

**Provisions sur encours sains et sensibles**

En 2008, la couverture des risques potentiels sur certaines filières fragiles (productions porcs et tomates, Cafés et restaurants) a été complétée par des provisions sur de nouvelles filières rendues sensibles par le contexte économique : les filières immobilières et artisans du BTP, constituant une provision globale de **39,6 M€** (en augmentation de 18,1 M€ sur 2007).

La provision collective « Bâle 2 » sur les classes de risque en pré- défaut a fait l'objet d'une dotation complémentaire de **3,7 M€** sur l'exercice 2008, portant l'encours global à **33,4 M€**. Globalement l'encours de provisions de précaution (filières + Bâle 2) s'élève à **73 M€** fin 2008 contre 58 M€ fin 2007 et représente **0,99 %** de l'encours des créances saines et sensibles au lieu de 0,80 % en 2007 et 0,67 % fin 2006

**RESULTAT NET**

**48,5 M€**

**+ 0,2 M€**

**+ 0,5 %**

#### **d / LES RATIOS DE GESTION**

Le **taux de rendement des actifs** (ou **ROA** comme « return on assets »), qui rapporte le résultat net au total du bilan, se stabilise à **0,53 %** au lieu de 0,54 % en 2007.

Le ratio de **Rentabilité Financière**, qui compare le niveau de PNB au total des encours de collecte et des crédits, se situe à **1,28 %** (1,36 % en 2007). Ce chiffre reflète la faiblesse du taux de marge par rapport à l'activité développée.

Le **Taux de rentabilité des fonds propres** (ou **ROE** comme « return on equity »), qui rapporte le résultat net aux fonds propres constitués par le capital et les réserves, ressort à **6,08 %** en baisse, contre 6,58 % en 2007,

Le **Coefficient Net d'Exploitation**, qui rapporte les charges de fonctionnement nettes au produit net bancaire, ressort à **61,66 %** en baisse, puisque le PNB diminue plus vite que les charges de fonctionnement. Il était de 58,78 % fin 12/07.

#### **e / LES PERSPECTIVES**

Dans un environnement économique très difficile et perturbé mais sur un marché toujours très disputé, le Crédit Agricole du Finistère poursuit son développement et la conquête de positions commerciales dans l'esprit des valeurs clés affichées dans son plan à moyen terme « PENN AR BED 2010 ». L'activité commerciale n'a pas été à la hauteur des ambitions affichées initialement tant en collecte qu'en crédits mais les performances très moyennes du fait d'un environnement cahotique doivent être nuancées puisque davantage qualitatives que quantitatives (rééquilibrage de la collecte bilan, restauration des marges unitaires en crédits). Les objectifs commerciaux 2009, après une année 2008 particulièrement difficile, s'appuient sur l'évolution prévue du marché et du contexte général qui sera soutenu par des mesures gouvernementales. Leur atteinte pourrait permettre une progression du pnb d'activité de 3,3 %. La production nette, variation nette des encours de crédits et de collecte, apparaît inférieure aux dernières années (659 M€ au lieu du milliard). Dans un contexte de marché très perturbé et sans précédent, le réseau commercial de la caisse régionale, récemment réorganisé, s'efforcera de développer les acquis, de soutenir au mieux l'activité économique des acteurs du département et de maintenir son rang de leader sur son territoire. Le plan de relation clientèle porte davantage vers un rééquilibrage de la collecte bilancielle, et la fidélisation des clients. L'équipement de cette clientèle en produits d'épargne et d'assurances constituera encore la base de l'ambition commerciale 2009 et dont l'accroissement est rendu nécessaire pour compenser la baisse importante de la marge d'intermédiation de ces dernières années, toujours soumise aux aléas de l'évolution des taux de marché, mais qui pourrait se restaurer de manière progressive.

Après une année 2008 marquée par un tassement des volumes d'activité commerciale et sous valorisée (chute importante de la Marge d'Intermédiation, baisse des indices Boursiers), le scénario 2009 retient, une progression du Résultat d'Exploitation. Le coût du risque crédit devrait rester au niveau prévu dans le « Plan à Moyen Terme 2010 » tout en poursuivant le provisionnement collectif réglementaire de sécurité en sus du risque de contrepartie.

L'année 2009 constituera l'avant dernière année du plan d'entreprise. Les cibles commerciales et financières ont été adaptées au contexte général particulièrement dégradé pour consolider qualitativement nos positions et faire progresser l'entreprise Caisse Régionale du Finistère.

## 4 \* LES COMPTES CONSOLIDES AUX NORMES IFRS

### a / LE BILAN

Le total du **Bilan consolidé** arrêté au 31 décembre 2008 s'établit à 9 129 millions d'euros, en baisse de **0,3 %** par rapport à décembre 2007.

#### BILAN ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>31/12/2008</b>	<b>31/12/2007</b>	<b>var %</b>	<b>var val</b>
CAISSE, BANQUES CENTRALES		27 603	16 611	66,2	10 992
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT		37 749	48 209	-21,7	-10 460
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		14 385	7 047	104,1	7 338
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE		513 180	860 183	-40,3	-347 003
PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT		559 621	630 578	-11,3	-70 957
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE		7 610 581	7 288 735	4,4	321 846
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN					
ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'A L'ECHEANCE		114 824	117 625	-2,4	-2 801
ACTIFS D'IMPOTS COURANTS		17 453	5 970	192,3	11 483
ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES		29 857	18 933	57,7	10 924
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS		160 666	130 036	23,6	30 630
ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES					
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE					
IMMEUBLES DE PLACEMENT			40		-40
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		41 354	29 510	40,1	11 844
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		1 889	1 858	1,7	31
ECARTS D'ACQUISITION					0
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>9 129 162</b>	<b>9 155 335</b>	<b>-0,3</b>	<b>-26 173</b>

Les «**Prêts et créances émis sur la clientèle**» constituent l'essentiel de l'actif : 83 % du total bilan. En hausse de 4,4 %, ce poste atteint 7 611 millions d'euros, net des provisions. Il bénéficie encore du niveau soutenu des réalisations, de plus de 1,4 milliard d'euros. Les réalisations de prêts habitat sont en baisse mais représentent encore la plus grande part, avec 660 millions d'euros. Cette progression est compensée par le recul des «**prêts et créances émis sur les établissements de crédits**» : le niveau au 31 décembre 2008 est de 560 millions d'euros, contre 631 millions d'euros fin 2007. Notons enfin les «**actifs financiers disponibles à la vente**» : ils atteignent 513 millions en forte baisse de - 40,3 %, qui traduit notamment l'évolution des valorisations des participations.



## BILAN PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>31/12/2008</b>	<b>31/12/2007</b>	<b>var %</b>	<b>var val</b>
BANQUES CENTRALES					
PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT		4 814	2 616	84,0	2 198
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		41 920	3 522	1090,2	38 398
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT		5 571 926	5 416 301	2,9	155 625
DETTES ENVERS LA CLIENTELE		1 679 803	1 565 769	7,3	114 034
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE		656 128	829 446	-20,9	-173 318
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN					
PASSIFS D'IMPOTS COURANTS					
PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES					
COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS		208 027	98 419	111,4	109 608
DETTES LIEES AUX ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE					
PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE					
PROVISIONS		31 912	27 897	14,4	4 015
DETTES SUBORDONNEES		74 123	74 123	0,0	0
CAPITAUX PROPRES					
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE					
CAPITAL ET RESERVES LIEES		860 509	1 137 242	-24,3	-276 733
RESERVES CONSOLIDEES		262 467	243 878	7,6	18 589
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFERES		647 744	590 395	9,7	57 349
RESULTAT DE L'EXERCICE		-96 041	238 173	-140,3	-334 214
INTERETS MINORITAIRES		46 339	64 796	-28,5	-18 457
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>9 129 162</b>	<b>9 155 335</b>	<b>-0,3</b>	<b>-26 173</b>

Trois postes principaux permettent d'assurer le financement des prêts à la clientèle pour un total de 7,9 milliards d'euros (en progression de 1,2 %) :

=> En premier lieu, le poste «**dettes envers les établissements de crédits**» : il s'élève à 5 571 millions d'euros, en progression de 2,9 % et comprend notamment :

- ✕ les « avances miroirs », qui représentent 50% des ressources d'épargne collectées par la Caisse Régionale.

- ✕ les « avances traditionnelles » qui représentent 50% des prêts sur avances antérieurs au 1er janvier 2005 ; cet encours diminue au rythme de l'amortissement des crédits correspondants.

- ✕ les « avances globales », que la Caisse Régionale peut solliciter auprès de Crédit Agricole S.A. depuis le 1er janvier 2005, à hauteur maximale de 50 % des nouvelles réalisations de crédits amortissables de 24 mois ou plus.

=> En second lieu, les « **dettes envers la clientèle** » :

ce poste atteint 1 680 millions d'euros en progression de 7,3 % par rapport à 2007. Cette hausse résulte de la forte progression des comptes créditeurs de la clientèle (DAT principalement).

=> Enfin, les « **Dettes représentées par un titre** » :

ce poste représente 656 millions d'euros au 31 décembre 2008, en baisse de 20,9 % en raison d'un recours moins fort aux CDN interbancaires.

=> L'autre poste important des ressources du Bilan correspond aux « **capitaux propres part du groupe** », pour 860,5 millions d'euros, en baisse de 24,3 % en raison d'une forte variation du poste « gains ou pertes latents ou différés ». Cette baisse s'explique par la variation de valorisation des actifs financiers disponible à la vente.

## b / LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

### COMPTE DE RESULTAT - FORMAT REGLEMENTAIRE

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>31.12.2008</b>	<b>31.12.2007</b>	<b>var %</b>	<b>var val</b>
Intérêts et produits assimilés		446 949	392 163	14,0	54 786
Intérêts et charges assimilées		-359 161	-293 143	22,5	-66 018
Commissions (produits)		120 394	116 682	3,2	3 712
Commissions (charges)		-19 822	-15 712	26,2	-4 110
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		-5 460	701	-878,9	-6 161
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente		29 855	42 453	-29,7	-12 598
Produits des autres activités		21 548	19 167	12,4	2 381
Charges des autres activités		-1 388	-1 057	31,3	-331
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>232 915</b>	<b>261 254</b>	<b>-10,8</b>	<b>-28 339</b>
Charges générales d'exploitation		-138 300	-141 988	-2,6	3 688
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-4 501	-4 350	3,5	-151
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>90 114</b>	<b>114 916</b>	<b>-21,6</b>	<b>-24 802</b>
Coût du risque		-37 990	-27 671	37,3	-10 319
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>52 124</b>	<b>87 245</b>	<b>-40,3</b>	<b>-35 121</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence					
Gains ou pertes nets sur autres actifs		493	63	682,5	430
Variations de valeur des écarts d'acquisition					
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>		<b>52 617</b>	<b>87 308</b>	<b>-39,7</b>	<b>-34 691</b>
Impôts sur les bénéfices		-6 278	-22 512	-72,1	16 234
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession					
<b>RESULTAT NET</b>		<b>46 339</b>	<b>64 796</b>	<b>-28,5</b>	<b>-18 457</b>
Intérêts minoritaires					
<b>RESULTAT NET – PART DU GROUPE</b>		<b>46 339</b>	<b>64 796</b>	<b>-28,5</b>	<b>-18 457</b>

#### · PRODUIT NET BANCAIRE

Le Produit net Bancaire atteint 232,9 millions d'euros au 31 décembre 2008 contre 261,2 en 2007 soit une diminution de 10,8 %.

~ les « **Produits nets d'intérêts et revenus assimilés** » : s'élèvent à 87,7 millions d'euros contre 99 millions d'euros en 2007 (-11,4%), représentent 37,6 % du PNB contre 37,9 % l'année précédente.

Cette baisse résulte:

=> de l'accroissement des produits, principalement issus des prêts à la clientèle en progression

=> mais amputée d'une plus forte hausse des charges liées au refinancement de ces prêts, dont une partie subit les effets défavorables de la hausse des taux des marchés financiers.

- les « **Produits nets des commissions** » : il s'agit des commissions et facturations liées au développement

commercial sur les activités de collecte et de services. Ce poste atteint 100 millions d'euros, en baisse de 0,4 % et représente 43,2 % du PNB contre 38,7 % l'année précédente..

L'évolution est contrastée selon les lignes de produits avec notamment des commissions sur l'activité assurances vie et valeurs mobilières impactées défavorablement par les effets de la valorisation des encours dans le contexte dégradé des index boursiers et des marchés financiers.

~ les « Gains ou pertes sur portefeuille à la juste valeur par résultat et sur actifs financiers disponibles à la vente » en forte baisse, s'élèvent à 24,4 millions d'euros contre 43,1 millions d'euros en 2007.

~ Les autres éléments du PNB représentent globalement 20 millions d'euros, contre 18 millions d'euros en 2007

#### • CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

Les charges générales d'exploitation consolidées atteignent 138 millions d'euros au 31 décembre 2008, en baisse de 2,6 %. Cette évolution se partage entre :

- ⇒ les frais de personnel, qui enregistrent l'évolution courante des rémunérations et charges sociales, sont en légère progression de 0,3 % et les autres frais administratifs, en baisse due essentiellement à une réduction des charges Atlantica.
- ⇒ Les dotations nettes aux amortissements (4,5 millions d'euros), progressent de 3,5 %

#### ▪ DU RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION AU RESULTAT NET

En fonction d'une baisse plus rapide du PNB par rapport à cette des charges de fonctionnement, le Résultat brut d'exploitation se réduit de 21,6 % pour atteindre 90 millions d'euros.

Le R.B.E. est affecté par deux agrégats principaux :

\* Le « Coût du risque » : il passe de 28 millions à 38 millions d'euros. Cette hausse ne se traduit pas par une dégradation du risque de contrepartie de l'activité crédits qui se maintient, mais dans un contexte économique global dégradé, par une volonté de la Caisse Régionale de maintenir sa politique de provisionnement prudente et rigoureuse, tout en respectant les niveaux cibles de son plan à moyen terme.

\* L'« impôt sur les bénéfiques » : il atteint 6 millions d'euros, contre 22,5 millions d'euros en 2007. Cette baisse provient notamment du recul du résultat imposable en relation avec la baisse du RBE. Au final, le Résultat Net Consolidé de décembre 2008 atteint **46,3 millions d'euros**, en retrait de - 28,5 % par rapport à décembre 2007.

□

PASSAGE DES NORMES FRANCAISES AUX NORMES IFRS			
	BRUT	Impôt différé	NET
<b>Résultat CR (normes françaises)</b>			<b>48 550</b>
Décalage temporaire		7 121	7 121
Logiciels	-52	18	-34
Matériel spécialisé	-61	21	-40
Titres classe 3	-8 881	3 058	-5 823
Provisions classe 3	3 165	-1 090	2 075
titres hybrides classe 3	-1 097	378	-719
étalement décote sur EMTN Double Top	260	-89	170
Provisions classe 3 opcv	4 216	-1 452	2 765
écart impôts +/- value sur OPCVM	0	-3 600	-3 600
Provisions classe 4	1 018	-18	1 000
Reprise Provisions durable	-76	1	-75
Dérivés trading	-97	33	-64
Dérivés micro-couverture	-29 212	10 058	-19 155
Eléments couverts/dérivés	29 212	-10 058	19 155
Provision FRBG	-6 280	0	-6 280
Prime d'émission des TSR	11	-4	7
<b>Résultat IAS CR</b>			<b>45 055</b>
<b>Résultat CL</b>			<b>3 957</b>
Elimination dividendes IG			-2 673
<b>Résultat consolidé (CR + CL)</b>			<b>46 339</b>

## **5 / LES FACTEURS DE RISQUES (norme IFRS 7)**

En application de la norme IFRS 7 relative aux informations à fournir sur les instruments financiers, cette partie du rapport de gestion présente la nature des risques auxquels la caisse régionale est exposée, leur ampleur et les dispositifs mis en œuvre pour les gérer.

L'information fournie au titre de la norme IFRS 7 couvre principalement les types de risques suivants :

- les risques de crédit
- les risques de marché
- les risques structurels de gestion de bilan

---

### **I - RISQUE DE CREDIT**

---

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse régionale. L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties données ou engagements confirmés non utilisés.

#### **A - Objectifs et Politique :**

La politique de gestion et de suivi des risques de crédit s'inscrit dans le cadre des orientations stratégiques de la Caisse Régionale et dans le respect :

- de la réglementation en vigueur relative à la distribution du crédit et au suivi des risques (Comité de la Réglementation Bancaire et Financière 97-02, 97-02 modifié, 93-05 ; Code Monétaire et Financier, Art L 518-1),
- des règles internes au Groupe Crédit-Agricole et
- des recommandations du Comité de Bâle

Au sein de la Caisse Régionale la distribution des crédits bénéficie de politiques d'intervention détaillées révisées et validées chaque année par le Conseil d'Administration sur proposition de la Direction Générale qui statue sur les travaux de la Direction des Crédits et des Entreprises.

La politique crédit est formalisée et déclinée par marché : particuliers, entreprises, agriculture, professionnels, collectivités et institutionnels. Un volet spécifique à la promotion immobilière est venu enrichir le dispositif dans le courant de l'année 2008.

Accessibles en ligne à l'ensemble des collaborateurs de la Caisse Régionale, elle détaille les critères de sélection (géographiques, économiques, financiers) et de limitation des risques (plafonds d'engagement, division et partage des risques, politique de garantie).

La politique crédit inclut de façon claire les règles de délégations assises sur des critères de montant, de notation Bâle 2, d'exclusion (activités à risque) et de marges. Enfin pour chaque marché, le document reprend l'organisation du schéma de distribution et du processus décisionnel.

L'organisation de la filière crédit au sein de la Caisse Régionale vise à renforcer en permanence, la sécurisation du processus d'octroi, la surveillance, la détection, et le traitement des risques crédit.

## **B - Gestion du risque de Crédit :**

### **B1 - Principes généraux de prise de risque :**

Toute opération de crédit nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à rembourser son endettement. S'appuyant sur une approche économique et financière, elle doit s'inscrire dans la stratégie risques du métier concerné et dans le dispositif de limites en vigueur, tant sur base individuelle que globale. La décision d'engagement s'appuie sur la note interne, dans le cadre du système de délégation en vigueur. Le Comité grands engagements de la Caisse régionale et son Président constituent l'instance ultime de décision pour les dossiers de plus de 3 Millions d'Euros d'encours.

### **B2 - Méthodologies et systèmes de mesure des risques :**

#### **B2 1 - Les systèmes de notation interne et de consolidation des risques crédit :**

Depuis fin 2007, la Commission Bancaire a autorisé le Crédit Agricole et, en particulier, la Caisse Régionale, à utiliser les systèmes de notation internes au Groupe pour le calcul des exigences en fonds propres réglementaires au titre du risque de crédit des portefeuilles de détail et d'entreprises.

La gouvernance du système de notation s'appuie sur le Comité des Normes et Méthodologies présidé par le Directeur des Risques et Contrôles Permanents Groupe, qui a pour mission de valider et de diffuser les normes et méthodologies de mesure et de contrôle des risques.

Sur le périmètre de la banque de détail, la Caisse Régionale a la responsabilité de définir, de mettre en œuvre et de justifier son système de notation, dans le cadre des standards Groupe définis par Crédit Agricole S.A. Ainsi, la Caisse régionale dispose de modèles Groupe d'évaluation du risque : un modèle de notation des clients et d'estimation des probabilités de défaut et des taux de pertes attendues en cas de défaut, fondé sur des données de comportement bancaire complétées d'une notation comptable issue d'un outil d'analyse financière pour les professionnels et les agriculteurs fonctionne en mode récurrent. Il permet la gestion des concepts constitués par les groupes de risques, les classes et segments de notation, le défaut ainsi que la constitution de bases d'historisation.

Sur le périmètre de la clientèle Entreprises, la Caisse régionale dispose de méthodologies de notation Groupe utilisant des critères tant quantitatifs que qualitatifs. Un système de notation spécifique à quinze positions fonctionne en mode récurrent ; il s'appuie sur un outil intégrant une note financière et une note qualitative, corrigée par le niveau de chiffre d'affaires, ce pour les entreprises, les professionnels de l'immobilier et les collectivités publiques.

L'ensemble des systèmes bénéficie d'un back testing.

#### **B 2 2 - Mesures du risque de crédit et du risque de contrepartie sur opérations de marché**

La mesure des expositions au titre du risque de crédit intègre les engagements tirés et les engagements confirmés non utilisés.

Par ailleurs, la mesure du risque de contrepartie sur opérations de marché intègre les positions en cash et les dérivés.

Pour les dérivés, l'assiette du risque correspond à la somme de la valeur positive du contrat et d'un coefficient de majoration appliqué au nominal. Ce coefficient add-on représente le risque de crédit

potentiel lié à la variation de la valeur de marché des instruments dérivés sur leur durée de vie restant à courir.

La Caisse régionale effectue un reporting trimestriel de ses risques de contreparties sur opération de marché avec suivi des notations des contreparties et des limites en montant sur les entités hors groupe.

Les principes de la politique d'engagements sur opération de marché reposent sur une qualification de la qualité du risque et de dispersion.

### **B3 - Dispositif de surveillance :**

#### **B3 1- Processus de surveillance**

La Caisse Régionale du Finistère mesure ses risques de manière exhaustive et précise, c'est-à-dire en intégrant l'ensemble des catégories d'engagements (bilan, hors-bilan) et des positions, en consolidant les engagements sur les sociétés appartenant à un même groupe, en agrégeant l'ensemble des portefeuilles et en distinguant les niveaux de risques.

Les méthodologies de mesure sont documentées et justifiées. Elles sont soumises à un réexamen périodique afin de vérifier leur pertinence et leur adaptation aux risques encourus.

La Caisse Régionale du Finistère assure la maîtrise des risques engagés. Cette surveillance passe par un suivi permanent des dépassements de limites et de leur régularisation, du fonctionnement des comptes, par une revue périodique des principaux risques et portefeuilles, portant en particulier sur les « affaires sensibles », et par une révision au moins annuelle de tous les autres.

Il existe un dispositif de limites qui comporte :

- Des limites globales formalisées par des plafonds d'engagement, des règles de divisions des risques etc., déclinées sous la forme de politiques risques. Ces limites, établies en référence aux fonds propres et/ou aux résultats de la Caisse Régionale du Finistère ont été validées par l'organe exécutif et présentées à l'organe délibérant.
- Des limites opérationnelles (contreparties / groupe de contreparties, opérateurs) cohérentes avec les précédentes, accordées dans le cadre de procédures strictes : décisions sur la base d'analyses formalisées, notations, délégations, double regard (double lecture et double signature) lorsqu'elles atteignent des montants ou des niveaux de risque le justifiant, etc.

#### **B3 2- Processus de revue de portefeuille**

Pour renforcer la détection et le suivi des risques naissants, l'organisation de revues de portefeuille est déclinée par marché : professionnels, agriculture, entreprises, promotion immobilière et particuliers.

Y sont abordés les points suivants :

- Les groupes de risques portant les expositions les plus importantes,
- Les notations sensibles.
- Les taux d'endettement important.
- Les relations récentes
- Le suivi des décisions prises lors des revues précédentes.

### B3 3 - Processus de suivi des contreparties défaillantes et sous surveillance.

Le schéma délégataire, basé sur la qualité des notes filtre les risques nés.

Le corps procédural de la Caisse Régionale organise le transfert des dossiers au sein de la filière recouvrement accompagné de règles de provisionnement conservatrices et différenciées entre le recouvrement amiable et contentieux.

Des recours ponctuels à des cabinets de recouvrement externes complètent le dispositif.

Trois instances sécurisent les processus de décision, de couverture et de veille : le comité des risques, le comité des provisions et le comité de suivi des risques.

### C - Exposition:

#### C 1 -Exposition maximale

(en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrat en unités de compte)	4 950	14 932
Instruments dérivés de couverture	- 27 535	3 525
Actifs disponible à la vente (hors titres à revenu variable )	183 225	296 485
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes)	4 495	4 875
Prêts et créances sur la clientèle	7 610 581	7 288 735
Actif financiers détenus jusqu'à l'échéance	114 824	117 625
<b>Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciation)</b>	<b>7 890 540</b>	<b>7 726 177</b>
Engagements de financement donnés	1 163 532	1 300 118
Engagements de garantie financière donnés	178 452	175 497
Provisions - Engagements par signature	- 3 675	- 1 222
<b>Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)</b>	<b>1 338 309</b>	<b>1 474 393</b>
<b>TOTAL Exposition nette</b>	<b>9 228 849</b>	<b>9 200 570</b>

Les prêts et créances sur la clientèle représentent 96% des engagements au bilan et sont en progression de 4,4%.

#### C 2 -Concentration

Encours bruts (1) (en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07	% du total 2008
Administrations centrales	1 648	1 885	0,02%
Etablissements de crédit	551 739	625 599	6,61%
Institutions non établissements de crédit	845 695	764 394	10,13%
Grandes entreprises	1 583 012	2 007 272	18,96%
Clientèle de détail	5 365 502	4 688 084	64,28%
<b>Total</b>	<b>8 347 596</b>	<b>8 087 234</b>	<b>100,00%</b>

Source : états financiers

(1) hors créances rattachées

La ventilation des encours bruts par agent économique montre l'importance de la banque de détail (64,28%)

### C 3 - Qualité des encours

#### C 3 1 - Analyse des prêts et créances par catégories

Tableau Prêts et Créances

	31.12.2008						31.12.2008	
	Arriérés de paiement sur créances non dépréciées					Valeur nette comptable des actifs dépréciés		Dépréciations d'actifs financiers individuellement et collectivement testés
	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1an	> 1an	Valeur comptable des actifs financiers en souffrance			
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Instruments de capitaux propres								
Instruments de dette	0	0	0	0	0	934	-934	
<i>Administrations centrales</i>					0			
<i>Etablissements de crédit</i>					0			
<i>Institutions non établissements de crédit</i>					0			
<i>Grandes entreprises</i>					0	934	-934	
<i>Clientèle de détail</i>					0			
Prêts et avances	84245	208	0	0	84453	260369	-252781	
<i>Administrations centrales</i>					0			
<i>Etablissements de crédit</i>					0			
<i>Institutions non établissements de crédit</i>	12788				12788			
<i>Grandes entreprises</i>	33918				33918	62634	-69132	
<i>Clientèle de détail</i>	37539	208			37747	197735	-183649	
Autres actifs financiers					0			
<b>Total</b>	<b>84245</b>	<b>208</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>84453</b>	<b>261303</b>	<b>-253715</b>	

	31.12.2007						31.12.2007	
	Arriérés de paiement sur créances non dépréciées					Valeur nette comptable des actifs dépréciés		Dépréciations d'actifs financiers individuellement et collectivement testés
	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1an	> 1an	Valeur comptable des actifs financiers en souffrance			
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Instruments de capitaux propres								
Instruments de dette	0	0	0	0	0	934	-934	
<i>Administrations centrales</i>					0			
<i>Etablissements de crédit</i>					0			
<i>Institutions non établissements de crédit</i>					0			
<i>Grandes entreprises</i>					0	934	-934	
<i>Clientèle de détail</i>					0			
Prêts et avances	155942	978	95	9	157024	261241	-241683	
<i>Administrations centrales</i>	8980				8980			
<i>Etablissements de crédit</i>					0			
<i>Institutions non établissements de crédit</i>	5453				5453			
<i>Grandes entreprises</i>	48763	27			48790	123079	-97937	
<i>Clientèle de détail</i>	92746	951	95	9	93801	138162	-143746	
Autres actifs financiers					0			
<b>Total</b>	<b>155942</b>	<b>978</b>	<b>95</b>	<b>9</b>	<b>157024</b>	<b>262175</b>	<b>-242617</b>	

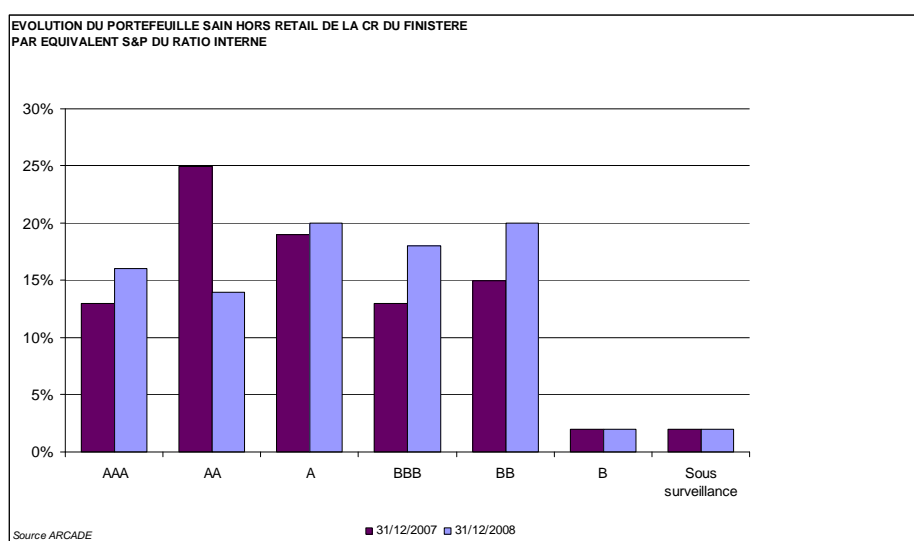
Selon l'IFRS 7, un actif financier est en souffrance lorsqu'une contrepartie n'a pas effectué un paiement à la date d'échéance contractuelle définie.



### C 3 2 - Analyse des encours par notation interne

La politique de notation interne vise à couvrir l'ensemble du portefeuille « Corporate » (entreprises, banques et institution financière, Administrations et Collectivités publiques).

Le périmètre ventilé ci dessous est celui des engagements accordés la par la Caisse régionale à ses clients sains hors banque de détail, totalisant 2,245 Milliards d'euros. La répartition par rating et présentée en équivalent notation Standard & Poors est la suivante :



### C 3 3 - Dépréciation et couverture du risque

#### C 3.3.1 - Politique de dépréciation et couverture des risques

##### Dépréciations au titre du risque de crédit avéré

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par la Caisse régionale de Crédit Agricole du Finistère par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

### Dépréciation au titre du risque de crédit non affecté individuellement

Par ailleurs, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Finistère a également constaté au passif de son bilan des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés individuellement, tels que les provisions sectorielles ou des provisions calculées à partir des modèles Bâle II. Ces dernières visent à couvrir des risques identifiés pour lesquels il existe statistiquement ou historiquement une probabilité de non-recouvrement partiel, sur des encours non classés en douteux ou non dépréciés individuellement.

#### C 3.3.2 - Encours d'actifs financiers dépréciés

	31.12.2008					Total
	Encours bruts	dont Encours douteux	dépréciations / encours douteux	dont Encours douteux compromis	dépréciations / encours douteux compromis	
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Administrations centrales	1 648					1 648
Etablissements de crédit	551 739					551 739
Institutions non établissements de crédit	845 695					845 695
Grandes entreprises	1 583 012	48 790	35 272	10 759	9 525	1 538 215
Clientèle de détail	5 365 502	98 779	51 539	78 366	58 725	5 255 238
<b>Total *</b>	<b>8 347 596</b>	<b>147 569</b>	<b>86 811</b>	<b>89 125</b>	<b>68 250</b>	<b>8 192 535</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>						<b>50 778</b>
<b>Dépréciations sur base collective</b>						<b>-73 111</b>
<b>Valeurs nettes au bilan</b>						<b>8 170 202</b>

\* Dont encours clientèle sains restructurés pour 879 milliers d'euros

	31.12.2007					Total
	Encours bruts	dont Encours douteux	dépréciations / encours douteux	dont Encours douteux compromis	dépréciations / encours douteux compromis	
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Administrations centrales	1 885					1 885
Etablissements de crédit	625 599					625 599
Institutions non établissements de crédit	764 394					764 394
Grandes entreprises	2 007 272	86 231	59 135	29 170	23 015	1 925 122
Clientèle de détail	4 688 084	60 898	33 912	56 803	45 931	4 608 241
<b>Total *</b>	<b>8 087 234</b>	<b>147 129</b>	<b>93 047</b>	<b>85 973</b>	<b>68 946</b>	<b>7 925 241</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>						<b>45 372</b>
<b>Dépréciations sur base collective</b>						<b>-51 300</b>
<b>Valeurs nettes au bilan</b>						<b>7 919 313</b>

\* Dont encours clientèle sains restructurés pour 352 milliers d'euros

#### **C 4 - Coût du risque**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2008	31.12.2007
<b>Dotations aux provisions et aux dépréciations</b>	<b>-87 368</b>	<b>-107 914</b>
Actifs financiers disponibles à la vente		
Prêts et créances	-83 224	-106 373
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Autres actifs		
Engagements par signature	-2 770	-1 222
Risques et charges	-1 374	-319
<b>Reprises de provisions et de dépréciations</b>	<b>53 272</b>	<b>85 120</b>
Actifs financiers disponibles à la vente		
Prêts et créances	52 782	79 750
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		3
Autres actifs		
Engagements par signature	317	633
Risques et charges	173	4 734
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions</b>	<b>-34 096</b>	<b>-22 794</b>
Plus ou moins valeurs de cession réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-4 596	-435
Récupérations sur prêts et créances amortis	702	952
Décotes sur crédits restructurés		
Pertes sur engagements par signature		
Autres pertes		-5 394
<b>Coût du risque</b>	<b>-37 990</b>	<b>-27 671</b>

---

## **II - RISQUES DE MARCHE**

---

**Le risque de marché** représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marchés notamment :

- les taux d'intérêts,
- les spreads de taux d'intérêt,
- les taux de change,
- le cours des actions,
- le prix des matières premières,
- ainsi que de leur volatilité implicite.

### **I Objectifs et Politique**

La Caisse régionale du Finistère est exposée au risque de marché sur les éléments de son portefeuille de titres et de dérivés lorsque ces instruments sont comptabilisés en juste valeur (au prix de marché).

On distingue comptablement le Trading book et le Banking book. La variation de juste valeur du Trading book se traduit par un impact sur le résultat. La variation de juste valeur du Banking book se traduit par un impact sur les fonds propres ou le résultat selon les titres.

#### **Le Banking book**

La Caisse Régionale du Finistère distingue dans sa politique de placement des Excédents de Fonds Propres des orientations différentes selon les horizons de gestion : titres détenus jusqu'à maturité (HTM) et titres comptabilisés en juste valeur (AFS et JVPO). Seule cette dernière catégorie hors participations représente un risque de marché et est suivie comme tel par des mesures de contrôle adaptées.

#### **Le Trading book**

La Caisse Régionale du Finistère n'a pas de portefeuille affichant une intention de trading.

### **II Gestion du risque**

#### **\* Dispositif local et central**

Le contrôle des risques de marché est réalisé à deux niveaux distincts mais complémentaires :

- au niveau du groupe Crédit Agricole S.A., la Direction des Risques et Contrôles Permanents Groupe assure la coordination sur tous les sujets de pilotage et contrôle des risques de marché à caractère transverse. Elle norme les données et les traitements afin d'assurer l'homogénéité de la mesure consolidée des risques et des contrôles,
- au niveau de la Caisse Régionale du Finistère, un Responsable des Risques et Contrôles Permanents, pilote et contrôle les risques de marché issus des activités. Ce Responsable est nommé par le Directeur Général de la Caisse Régionale et lui est directement rattaché.

### **\* Les comités de décision et de suivi des risques**

- Organes de suivi des risques au niveau du groupe Crédit Agricole S.A. :
  - le Comité des Risques Groupe (CRG),
  - le Comité de suivi des Risques des Caisses régionales (CRCR),
  - le Comité Normes et Méthodologies.
  
- Organes de suivi des risques au niveau de la Caisse Régionale du Finistère
  - le Conseil d'Administration valide la politique financière et est informé des résultats de cette dernière au minimum une fois par an,
  - le Comité Financier piloté par la Direction Générale décide des stratégies financières et est informé du respect des limites par l'intermédiaire de tableaux de bords de Contrôle Interne mensuels et de tableaux de bord trimestriels réalisés par le middle office,
  - le Comité de Trésorerie est l'organe de fonctionnement interne à la direction des finances, il a en charge la mise en œuvre des stratégies définies en Comité Financier,
  - le RCPR assiste au Comité Financier et est destinataire des tableaux de bord de Contrôle Interne.

### **III Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marchés**

L'encadrement des risques de marché de la Caisse Régionale du Finistère repose sur la combinaison d'un ensemble d'indicateurs de risque, donnant lieu à encadrement par des limites et, ou seuils d'alerte : les seuils d'alerte globaux (limite CT et limite MT), les limites individuelles (seuils d'alerte et stop loss par ligne), les scénarii de stress. De plus, la notion de Value at Risk a été intégrée dans la nouvelle politique financière établie en décembre 2008 et validée par le Conseil d'Administration.

#### **\* Les indicateurs**

##### **- Les limites globales**

L'impact négatif sur le compte de résultat est limité au niveau CT par un pourcentage du PNB annuel et en MT par un pourcentage des Fonds Propres

##### **- Les limites individuelles**

Des seuils d'alerte et de Stop Loss ont été définis sur la base de la valeur de marché, rapportée au prix d'acquisition.

##### **- Les stress scenarii**

- complètent les limites globales précédemment décrites qui ne permettent pas d'appréhender de manière prospective l'impact des conditions extrêmes de marchés,
  
- ces calculs de scénarii de stress, conformément aux principes du groupe, simulent des conditions extrêmes de marché et sont le résultat de trois approches complémentaires :
  - les scénarios historiques consistent à répliquer sur le portefeuille actuel l'effet de crises majeures survenues dans le passé,
  - les scénarios hypothétiques anticipent des chocs vraisemblables, élaborés en collaboration avec les économistes,

- les scénarios adresses consistent à adapter les hypothèses pour simuler les situations les plus défavorables en fonction de la structure du portefeuille au moment où le scénario est calculé,

Ces scénarios harmonisés au niveau du groupe sont adaptés aux risques propres aux différents portefeuilles sur lesquels ils sont calculés. Le résultat de ces analyses trimestrielles est transmis à la Direction Générale, au Directeur Financier et au RCPR.

En complément de cette approche, un calcul semestriel de scénario adverse est calculé par le middle office. Le résultat de cette approche est communiqué aux membres du comité financier par l'intermédiaire du reporting de Contrôle Interne.

#### - La VaR (Value at risk)

##### Définition

La VaR peut être définie comme étant la perte potentielle maximale que peut subir un portefeuille en cas de mouvements défavorables des paramètres de marché, sur un horizon de temps et pour un intervalle de confiance donnés.

Sur son portefeuille de titres, la Caisse Régionale retient un intervalle de confiance de 99% et un horizon de temps de 1 mois.

Actuellement, la méthodologie de calcul retenue est une VaR paramétrique. Pour converger avec le standard du groupe, il est prévu une évolution de la méthodologie afin de calculer une VAR historique.

##### Limites du calcul de la VaR paramétrique

Les principales limites méthodologiques attachées au modèle de VaR sont les suivantes :

- la VAR paramétrique fait l'hypothèse d'une distribution Normale des rendements des actifs composant le portefeuille, ce qui n'est pas le cas pour certains actifs,
- l'horizon fixé à « 1 mois » suppose que toutes les positions peuvent être liquidées ou couvertes en un mois, ce qui n'est pas toujours le cas pour certains produits et dans certaines situations de crise,
- l'utilisation d'un intervalle de confiance de 99% ne tient pas compte des pertes pouvant intervenir au-delà de cet intervalle. La VaR est donc un indicateur de risque de perte sous des conditions normales de marché et ne prend pas en compte les mouvements d'ampleur exceptionnelle.

##### Limites et alertes

- La VAR a été calculée mensuellement en 2008 mais n'a pas fait l'objet de limites. Une information régulière de son niveau a été faite au Comité Financier.

##### - utilisation des dérivés de crédit

La Caisse Régionale du Finistère n'est pas concernée par des activités de trading, de structuration ou de ventes de produits dérivés de crédits.

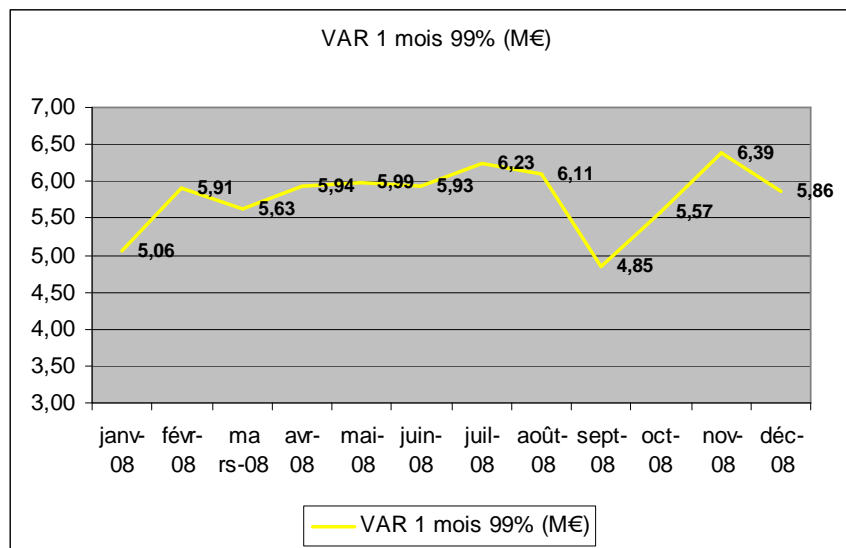
#### **IV position : activités de marché (Value at Risk)**

La VAR est calculée sur les titres du banking book valorisés en valeur de marché. Elle est obtenue par la sommation des risques représentés par les différentes classes d'actifs en portefeuille.

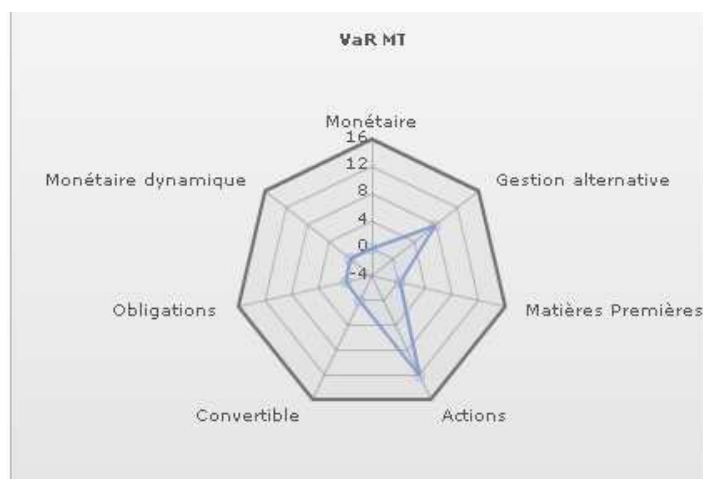
## A - Evolution de la VAR sur l'année 2008

Le premier semestre aura vu une progression de la VAR en montant malgré des arbitrages importants des classes d'actifs les plus risqués (actions et alternatif) vers des actifs sans risque (monétaires). L'automne aura également vu une forte augmentation du risque mesuré. Les situations de fortes volatilités ont entraîné une adaptation des matrices de risques en conséquence de la situation observée.

L'analyse des niveaux de VAR calculés en début d'année illustre le biais de la VAR paramétrique en période de crises des marchés financiers. L'impact du risque en cas de mouvement de marché exceptionnel était minoré.



## B - Contribution des facteurs de risques à la VAR au 31.12.2008



La classe actions contribue le plus largement au risque du portefeuille, suivi par la gestion alternative. L'année 2008 aura mis l'accent sur le risque représenté par cette dernière classe d'actifs.

## C - Risque Action

### \* Risque sur actions provenant des activités de trading et d'arbitrage

La Caisse Régionale du Finistère n'a pas de trading book. Elle n'a pas d'activité de trading ni d'arbitrage.

### \* Risque sur actions provenant des portefeuilles de placement

Le risque action porte sur des EMTN et des OPCVM à orientation action inscrits dans le banking book. L'encours en valeur de marché était de 36.5M€ au 31.12.2008. La valorisation de ces actifs aura été fortement dégradée sur l'année 2008, en ligne avec la dégradation des marchés actions mondiaux dans un contexte de crise financière.

Le Comité Financier peut avoir recours à une couverture du marché actions par la mise en place de contrats à terme dans le cadre d'un budget annuel validé dans la politique financière.

---

## **III - RISQUE DE TAUX D'INTERET GLOBAL**

---

### **I Objectifs et Politique**

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à protéger la valeur patrimoniale de la caisse régionale, ainsi qu'à optimiser la marge d'intérêt.

La valeur patrimoniale et la marge d'intérêt évoluent du fait de la sensibilité à la variation des taux d'intérêt de la valeur actuelle nette et des flux de trésorerie des instruments financiers composant le bilan et le hors bilan. Cette sensibilité naît dès lors que les actifs et les passifs ont des échéances de refixation de leur taux d'intérêt non synchrones

### **II Méthodologie**

Le périmètre concerné par la gestion du risque de taux d'intérêt global couvre la totalité du bilan et du hors bilan.

Conformément aux recommandations de Crédit Agricole S.A., la méthode utilisée pour le suivi du risque de taux d'intérêt global est la méthode de détermination des GAP statiques, avec application des conventions d'écoulement nationales. L'outil utilisé est l'outil national Cristaux 2 depuis le 30/06/08.

Les GAPs sont calculés chaque trimestre, et mesurent les Gap Synthétique, Gaps de taux fixe (y compris fixings), de taux inflation, Equivalents TF (Caps), VAN.

Les limites de Gaps Synthétiques par en pas mensuel sur 24 mois puis en pas annuel de l'année 3 à 30 Les limites sont revues annuellement et validées par le Conseil d'Administration. La dernière révision a eu lieu le 19/12/2008

### **III Gestion du risque**

Le risque de taux d'intérêt global fait l'objet de présentations régulières au Comité Financier de la Caisse Régionale du Finistère.

Un Tableau de Bord établi par le back office trésorerie, reprend les principaux éléments d'exposition et de respect des limites en matière de risques de taux.

Par ailleurs, une information au Conseil d'Administration est assurée au minimum une fois par an, conformément aux prescriptions réglementaires. Le Directeur Financier assure cette information, et présente également la politique annuelle à chacune de ses révisions.

#### **IV Exposition**

Les gaps de taux mesurent l'excédent ou le déficit de ressources à taux fixe. Conventionnellement, un chiffre positif (négatif) représente un risque à la baisse (hausse) des taux sur l'année considérée. Le résultat de ces mesures au 31 décembre 2008 se présente comme suit :

0-1 an	1- 5ans	5-10 ans	10-15ans	15-20ans	20-25 ans	25-30ans
-658	-357	-147	-44	-53	5	2

---

### **V - RISQUES DE LIQUIDITE ET DE FINANCEMENT**

---

La réglementation relative à la gestion du risque de liquidité vise l'ensemble des établissements de crédit. Au sein du Crédit Agricole, elle s'applique donc individuellement à chaque Caisse Régionale. En outre, au terme de la loi bancaire, Crédit Agricole SA assure la liquidité (et la solvabilité) de l'ensemble des entités du groupe.

La gestion du risque de liquidité est réalisée par le suivi du coefficient de liquidité et des GAP prévisionnels de liquidité. Ce risque désigne la possibilité de subir une perte si l'entreprise n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Ces engagements comprennent notamment les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placement.

#### **I Objectifs et Politique**

Les exigences réglementaires en matière de liquidité sont définies par :

- Le règlement CRBF n°88-01 modifiée par l'arrêté du 11 septembre 2008 relatif à la liquidité modifiée;
- l'instruction de la Commission bancaire n°88-03 du 22 avril 1988 relative à la liquidité modifiée par l'instruction n°93-01 du 29 janvier 1993 et n°2000-11 du 4 décembre 2000;
- l'instruction de la Commission bancaire n°89-03 du 20 avril 1989 relative aux conditions de prise en compte des accords de refinancement dans le calcul de la liquidité.

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si l'entreprise n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Ces engagements comprennent notamment les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placement.

La gestion du risque de liquidité se traduit par la mesure au travers de l'étude des échéanciers d'emplois et des ressources contractuels ou modélisés, ce qui permet de mettre en évidence les exigibilités à différentes échéances.

L'objectif de la caisse régionale est d'optimiser le coût de son refinancement et d'être en mesure de faire face à des situations de crise



## **II Gestion du risque**

Crédit Agricole SA est en charge de la gestion de la liquidité globale du Groupe Crédit Agricole au travers de l'organisation financière interne de ce dernier.

Afin de garantir le respect de ces règlements concernant la liquidité, la Caisse Régionale du Finistère a développé des outils de mesure qui permettent d'anticiper les besoins de refinancement sur le marché interbancaire. Toutes les opérations sont encadrées par des délégations en montant et en taux définies par la politique annuelle de refinancement validée par le conseil d'administration, et donnent lieu à une présentation mensuelle en Comité Financier. Le Back Office de la Trésorerie, rattaché hiérarchiquement de façon indépendante au Chef Comptable, procède mensuellement à la vérification de l'ensemble des opérations effectuées et au rapprochement des données du Front Office et du Back Office.

## **III Méthodologie**

Le pilotage du risque de liquidité repose sur :

- le ratio de liquidité réglementaire à un mois qui constitue le support privilégié du pilotage de la liquidité CT
- le programme annuel de refinancement qui est construit à partir d'un exercice annuel des besoins globaux de la caisse régionale
- et le respect des règles internes au Groupe.

## **IV Impacts de la crise financière sur la gestion du risque de liquidité**

Un nouveau dispositif de gestion du risque de liquidité au sein du groupe a été mis en place fin 2008

Le principe général du dispositif est d'assurer la liquidité de chaque entité et par extension la liquidité du Groupe en toutes circonstances, et notamment en cas de crise :

- crise générale de liquidité
- crise spécifique sur le nom Crédit Agricole
- appliquée sur un horizon de temps de 1 an
- en poursuivant l'activité commerciale

## **V Exposition**

Le coefficient de liquidité au 31/12/08 est de 107% contre 157% au 31/12/07 pour un minimum réglementaire de 100%. De plus, la caisse régionale bénéficie d'un accord de refinancement de 50 M€ depuis le 31 mars 2008 qui n'est pas intégré dans le calcul du ratio de liquidité.

L'encours de CDN interbancaires était de 279 M€ à fin 2008, celui des BMTN de 150M€, pour des programmes annuels respectifs de 1 100 M€ et 400 M€.

## **VI Politique de couverture**

• Ces couvertures sont initiées en face d'éléments du bilan de la Caisse Régionale, tant au Passif qu'à l'Actif. Ces éléments sont regroupés par stratégies visant à réduire le risque de taux de la Caisse Régionale et constituent des portefeuilles d'actifs/passifs couverts (cf. la gestion du Risque de Taux d'Intérêt Global).

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à concilier deux approches :

\* la protection de la valeur patrimoniale au travers de dérivés de couverture de juste valeur (Fair Value Hedge)

\* la protection de la marge d'intérêt au moyen d'instruments dérivés de couverture des flux de trésorerie (Cash Flow Hedge)

• Les instruments financiers désignés comme instruments de couverture (Réf IFRS 7.22) par la Caisse Régionale du Finistère sont essentiellement des swaps emprunteurs TF, des achats de Caps et, marginalement, des swaps emprunteurs structurés et des swaps prêteurs TF.

---

## V - RISQUES OPERATIONNELS

---

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'évènements extérieurs, risque juridique inclus mais risque stratégique et de réputation exclus.

### I- Objectifs et Politique

Le dispositif de gestion des risques opérationnels, décliné dans les entités du Groupe, comprend les composantes suivantes, communes à l'ensemble du Groupe :

- *gouvernance de la fonction gestion des risques opérationnels*: supervision du dispositif par la direction générale (via le volet risques opérationnels du comité de contrôle interne), rôles des Responsables des Contrôles Permanents et des Risques (Crédit Agricole S.A et entités) en matière d'animation du dispositif et de synthèse, responsabilités des entités dans la maîtrise de leurs risques (par l'intermédiaire du réseau des Managers des Risques Opérationnels),
- *identification et évaluation qualitative des risques* à travers des cartographies, complétées par la mise en place d'indicateurs permettant la surveillance des processus les plus sensibles,
- *collecte des pertes opérationnelles et remontée des alertes* pour les incidents significatifs, avec une consolidation dans une base de données permettant la mesure et le suivi du coût du risque,
- *calcul et allocation des fonds propres réglementaires* au titre des risques opérationnels au niveau consolidé et au niveau entité,
- *réalisation périodique d'un tableau de bord des risques opérationnels* au niveau entité, complété par une synthèse Groupe.

### II - Gestion du risque : organisation, dispositif de surveillance

L'organisation de la gestion des risques opérationnels s'intègre dans l'organisation globale de la ligne métier Risques et Contrôles Permanents du Groupe : le responsable des risques opérationnels est rattaché au RCPR (Responsable des Risques et Contrôles Permanents) de la Caisse régionale.

Le Management du Risque Opérationnel rapporte régulièrement sur son activité et sur le niveau d'exposition au risque dans le cadre du Comité de Contrôle Interne réuni trimestriellement dont la Présidence est assurée par le Directeur Général de la Caisse régionale.

L'organe exécutif est par ailleurs informé, a minima, trimestriellement par un tableau de bord après intégration des dernières collectes des incidents et pertes avérés du risque opérationnel dans le cadre du dispositif de recensement de la Caisse Régionale. Le contrôle périodique et les contrôleurs du deuxième degré de deuxième niveau sont destinataires de ces informations.

L'organe délibérant est informé semestriellement sur l'évolution du coût du risque et les événements marquants du dispositif.

En 2008, La Caisse Régionale a procédé, comme chaque année, à une nouvelle analyse de la cartographie des risques et des données de pertes pour une adaptation des plans d'actions. Pour améliorer la qualité des contrôles permanents dans le cadre du suivi des plans d'actions, elle a déployé un nouvel outil du contrôle interne.

La Caisse Régionale a mené, en 2008, les travaux annuels d'analyse de scénarii majeurs, analyse nécessaire à la détermination de la couverture du risque exceptionnel, nécessaire à la détermination de l'exigence en fonds propres dans le cadre de Bâle II.

Elle a fait, également, l'objet, au même titre que toutes les entités du groupe Crédit Agricole, d'un audit complet de son dispositif, qui atteste de la pertinence du dispositif de gestion du risque opérationnel.

Celui-ci couvre intégralement le périmètre opérationnel et fonctionnel de la Caisse Régionale. Ainsi le GIE ATLANTICA est doté de son propre dispositif de gestion et de surveillance.

2009, outre la révision de la cartographie des risques opérationnels, la collecte des incidents, l'analyse des scénarii majeurs, sera marquée par l'extension de son dispositif de gestion aux filiales entrant dans son périmètre de contrôle interne.

### **III - Méthodologie**

Méthodologie Groupe de calcul des fonds propres en méthode AMA

La méthode AMA de calcul des fonds propres au titre du risque opérationnel a pour objectifs principaux :

- D'inciter à une meilleure maîtrise du coût du risque opérationnel ainsi qu'à la prévention des risques exceptionnels.
- De déterminer le niveau de fonds propres correspondant aux risques mesurés, pouvant se situer en deçà de la méthode standard.
- De favoriser l'amélioration de la qualité des contrôles permanents dans le cadre du suivi de plans d'actions.

Les dispositifs Groupe mis en place dans la Caisse régionale visent à respecter l'ensemble des critères qualitatifs (intégration de la mesure des risques dans la gestion quotidienne, indépendance de la fonction risques, déclaration périodique des expositions au risque opérationnel ...) et des critères quantitatifs Bâle II (intervalle de confiance de 99,9% sur une période de un an ; prise en compte des données internes, des données externes, d'analyses de scénarii et de facteurs reflétant l'environnement ; prise en compte des facteurs de risque influençant la distribution statistique, ...).

Le modèle AMA de calcul des fonds propres repose sur un modèle actuariel de type « lost distribution approach » qui est unique au sein du Groupe. L'allocation du capital de la Caisse régionale est prise en charge par celle-ci à partir de principes définis au niveau national.

Les principes qui ont gouverné la conception et la mise au point du modèle sont les suivants :

- Intégration dans la politique de risques ;
- Pragmatisme, la méthodologie devant s'adapter aux réalités opérationnelles ;
- Caractère pédagogique, de manière à favoriser l'appropriation par la direction générale et les métiers ;
- Robustesse : capacité du modèle à donner des estimations réalistes et stables d'un exercice à l'autre.

Ce modèle a été régulièrement validé par le Comité des normes et méthodologies du Groupe Crédit Agricole, présidé par le Directeur des Risques et Contrôles Permanents Groupe.

---

## **VI - RISQUES DE NON-CONFORMITE**

---

Renvoi vers le rapport du Président du Conseil d'administration à l'assemblée générale des actionnaires sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne